

PRODUCTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES AU BURUNDI : DU MONOPARTISME AU MULTIPARTISME.

Par Nicolas HAJAYANDI

Résumé

La violence est une réalité indéniable dans la région des grands lacs africains et le Burundi est loin de faire l'exception. En effet, ce dernier connaît depuis quelques décennies des périodes de crise sociopolitique ponctuées de comportements violents aussi bien dans leurs formes que dans leurs manifestations. Cet article se propose alors d'analyser la production de cette violence par la mise à contribution des jeunes affiliés à des organisations partisans ou assimilées. Il montre que ces organisations entretiennent une mémoire violente qui hypothèque considérablement le rétablissement de la paix dans le pays.

Mots-clés : *violence, terrorisme, jeunesse*

Abstract :

Violence is an undeniable reality in the African Great Lakes region and Burundi is far from being exception. Indeed, this one has known for several decades periods of socio-political crisis punctuated by violent behavior both in their forms and in their manifestations. This article aims to analyze the production of this violence by the contribution of young people affiliated to partisan or similar organizations. It shows that these organisations maintain a violent memory which considerably jeopardizes the restoration of peace in the country.

Key-words : *violence, terrorism, youth*

0. Introduction

L'histoire des peuples est ponctuée de périodes de conflits et de crises qui semblent justifier le recours à la violence. L'intériorisation de cette violence entretient un climat de peur et de suspicion en même temps qu'elle contribue à la reproduction des comportements violents. En effet, « *lorsque les violences ont cessé, le souvenir du sang versé ou les atrocités commises pèsent sur les attitudes et les opinions politiques* » (Braud, 2002 : 147).

Ainsi, la région des grands lacs africains dont le Burundi qui fait l'objet de notre étude constitue le théâtre des affrontements plus ou moins violents où les jeunes jouent un rôle actif. Sans être les seuls auteurs de ces crises, certains mouvements de jeunes sont négativement perçus car ils restent associés à des groupes combattant pour diverses causes. Certains mêmes semblent être à la solde de quelques acteurs politiques qui les utilisent dans des actions et des initiatives pour lesquelles ils n'ont que peu d'intérêts. Ne peut-on pas voir dans la violence chez les jeunes une main invisible des acteurs agissant en coulisses ? Dans le prolongement de ce questionnement, on peut se demander pourquoi les jeunes s'engagent dans la violence ?, Qu'est-ce qui justifie cette violence ? Qu'est-ce qu'ils en tirent ou comptent-ils en tirer ?

Pour répondre à ces interrogations, nous avons recouru à la méthode documentaire à l'aide d'une revue de littérature qui nous introduit dans les formes de violence (Crettiez, 2000, Salmona, 2008), les définitions de la violence (Michaud, 2002), la nature et les causes du terrorisme, (Deffarges, 2003), la violence politique (Braud, 2008), la violence symbolique (Bourdieu, 1984, etc.).

Nos investigations ont été complétées par des entretiens semi-directifs avec une trentaine de jeunes membres des partis politiques. A travers leurs témoignages, ces jeunes nous ont apporté de riches informations sur leur engagement dans les violences.

La technique d'observation a aussi été utilisée. En effet, l'auteur de cet article est un Burundais vivant au Burundi et observe la dynamique sociopolitique du pays depuis son entrée dans le processus de démocratisation.

L'intérêt de cet article est de montrer que la violence est produite et entretenue par des acteurs intéressés qui instrumentalisent les jeunes souvent affiliés à des organisations partisans. La prise en compte de cette réalité permettra d'envisager une éducation citoyenne favorable la construction de la paix au Burundi. Pour cela, cet article s'articule sur trois grands points.

Le premier point définit les concepts-clés en l'occurrence ceux de violence, de terrorisme, de jeunes et de jeunesse. Le deuxième point présente les organisations de jeunes connues à l'époque du monopartisme au Burundi où la violence, sans être inexistante, restait dissimulée. Le troisième point décrit le multipartisme comme le ferment de la violence à travers les nouvelles organisations de jeunes et leur rôle dans la production et les manifestations de la violence.

I. Comprendre les termes

I. 1. La notion de violence

Il n'est pas aisé de définir la violence même si on semble croire savoir ce qu'elle est : « *Bien qu'il s'agisse d'une notion à bien des égards familière, il est difficile de définir la violence. A cela, de multiples raisons et d'abord, le fait qu'elle recouvre des comportements très disparates* »... (EncyclopediaUniversalis en ligne consulté le 13 avril 2021). Dans son sens le plus courant, la violence renvoie à des actions physiques. Elle consiste dans l'emploi de la force contre quelqu'un. Elle peut donc être physique (agressions, coups, blessures, etc.) comme elle peut rester symbolique et se situer au niveau des paroles, des représentations, des attitudes affichées et perçues. Dans sa dimension politique, elle désigne les atteintes physiques délibérées aux biens ou aux personnes, exercées soit dans le cadre de la violence coercitive de l'Etat, soit de la part de groupes contestataires en lutte pour le pouvoir d'Etat ou contre d'autres groupes sociaux. Elle est souvent présentée comme une ressource politique mobilisant la menace ou le recours effectif à la contrainte physique. La notion de violence est aussi associée aux actions terroristes qui varient selon les contextes ou les acteurs intéressés.

I. 2. La notion de terrorisme

Si le terme terrorisme est une réalité concrète et repérable, qualifier un événement de terroriste relève souvent de l'usage commode d'une terminologie dont le niveau de généralité contribue plus à brouiller qu'à clarifier des situations (Deffarges, 2003 : 369). L'usage de ce terme a aussi une fonction de valeur et procède d'une appréciation subjective (Bigo, 2001). En effet, ce qui est qualifié de terroriste par les uns peut être qualifié de résistance par les autres.

L'usage de ce terme procède alors d'une stratégie visant à rallier les indifférents en délégitimant l'adversaire et sert à disqualifier la violence de l'autre. La violence terroriste est alors celle de l'autre mais sa propre violence est une réponse légitime à une telle agression (Bigo, 2001). Le jugement de valeur dépend donc de la légitimité accordée aux différents

acteurs. De ce point de vue, le terroriste est celui qui, dans sa relation terroriste ne dispose pas d'une légitimité suffisante (Bigo et Hermant, 1988). Il désigne des activités de groupes clandestins et organisés faisant le choix d'actions particulièrement violentes contre des intérêts politiques, économiques ou religieux.

L'objectif est le plus souvent de peser sur la politique d'un Etat en créant un climat de peur et qui provoque une réaction forte dans l'opinion publique : « le terrorisme désigne une violence préméditée, motivée politiquement, perpétrée contre des cibles de non-combattants, par des groupes sub-nationaux ou des agents clandestins, afin d'influencer un public » (US Department of State, 2002). Il est aussi défini comme « une violence ou la menace d'une violence calculée pour créer une atmosphère de peur et d'inquiétude » (Hoffman et Hoffman, 1996 : 56). Cette notion s'applique généralement aux actions violentes de groupes privés. Toutefois, des actes particulièrement violents peuvent être soutenus, financés ou diligentés par des gouvernements. Le terme fait l'objet d'usages politiques. Il est en effet utilisé par tous les Etats dénonçant les méthodes des groupes recourant à la violence pour les combattre (Nay, 2008 : 530-531).

Au regard des définitions des notions de *violence* et de *terrorisme*, il est aisé de constater que les deux termes sont proches l'un de l'autre et que la différence entre eux se situe peut-être au niveau de l'intensité ou de la gravité des actes posés et de leur représentation dans l'opinion.

I. 3. Notions de jeunes et de jeunesse

L'Encyclopédie française définit *les jeunes* comme une catégorie sociale incluant tous ceux qui, dans une société donnée, sont sortis de l'enfance sans pour autant faire partie du monde des adultes. Dans le même sens, le Petit Larousse illustré définit *la jeunesse* comme la période comprise entre l'enfance et l'âge adulte. Ces définitions considèrent alors *la jeunesse* comme une période de transition vers l'âge adulte. Dans ces tentatives de définition, l'âge reste le critère souvent retenu : « *la jeunesse désigne le groupe de quinze à vingt quatre ans* » (ONU, 1984). Pourtant, sa détermination relève elle-même de l'arbitraire : « *l'âge est une donnée biologique socialement manipulée et manipulable* » (Bourdieu, 1984 : 145).

Si pendant longtemps des critères comme l'obtention du travail, l'installation dans un logement indépendant et le mariage, consacraient la fin de la jeunesse et l'intégration dans la catégorie des adultes, aujourd'hui, ces événements ne bornent plus cette période qui devient de plus en plus longue. En effet, le chômage et la prolongation des études chez les jeunes peuvent retarder l'obtention du travail et par conséquent l'acquisition d'un logement et le mariage. Dans ces conditions on est en droit de dire que *la jeunesse n'est qu'un mot* (Bourdieu, 1984 : 143). Ainsi, le fait de parler des *jeunes* comme d'une unité sociale, dotée d'intérêts communs et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement, constitue déjà une manipulation évidente.

Une autre approche définit la jeunesse en termes de processus, soit par rapport à la prise d'autonomie soit du point de vue de l'insertion dans la chaîne des générations. On parlera dans ce sens de *socialisation*, de *construction d'identité*, d'*autonomisation* (Dubar, 2000). C'est dans ce processus de construction identitaire que se révèlent les comportements et les attitudes des jeunes ; reflet des rapports que ces derniers entretiennent avec leurs aînés sociaux.

Dans le cas du Burundi, c'est surtout dans les périodes de crise que les formes de participation politique des jeunes se sont révélées plus ou moins violentes sous le regard parfois complice de leurs aînés. A ce propos, l'historiographie africaine et burundaise est assez riche en événements illustrant ce phénomène. En effet, la jeunesse burundaise constitue un enjeu politique considérable même si les raisons de sa mobilisation varient dans le temps. Elle est l'objet de toutes les convoitises et est sollicitée pour diverses activités y compris celles qui l'engagent dans la violence. C'est à travers les organisations de jeunesse existantes déjà sous le monopartisme que leur engagement militant se laissait voir. Ce dernier va évoluer au fil du temps dans ses formes comme dans ses manifestations.

II. Le monopartisme et les organisations de jeunes : une violence encore dissimulée

II.1. Le parti UPRONA comme unique source d'inspiration politique et idéologique

Avant le processus de démocratisation des années 1990, le Burundi évoluait sous un régime monopartite. Toute la population devait converger autour d'une même idéologie incarnée par le parti unique UPRONA (Union pour le progrès national). Dans cette perspective, la jeunesse se regroupait au sein du mouvement Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (JRR) issue de la fusion de l'Union Nationaliste des Etudiants Barundi (UNEBA) et de la Jeunesse Nationaliste Rwagasore (JNR), par décision n° 001/044/C.N.R du 27 juillet 1967 instituant le mouvement de la jeunesse burundaise unique. L'organisation nouvellement créée fut placée sous le contrôle étroit du parti unique UPRONA en vue de suivre de près et coordonner ses actions. Ce nouvel organe devenait du même coup l'organe d'enseignement de l'idéologie du parti auprès des jeunes. Il était aussi chargé de la sécurité à l'intérieur du pays et l'administration devait sensibiliser les membres de la JRR sur leur rôle de gardien de l'ordre et de la sécurité.

II.2. La Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (JRR) : une organisation de jeunes qui règne en maître

Dès sa création, la JRR s'inspirait largement de l'idéologie du parti UPRONA. Ce dernier, ayant fonctionné sans réelle concurrence depuis 1966, a mis en place des structures d'encadrement politique et idéologique des jeunes. Ces structures sont restées inchangées de 1966 à 1987. Tous les jeunes étaient encadrés par des adultes gagnés à l'idéologie du parti UPRONA et la révolution du 28 novembre 1966 qui consacrait la fin de la monarchie au Burundi et l'avènement de la 1^{ère} république. Quelques associations ou mouvements marquaient la vie politique burundaise : l'Union Nationale des Etudiants Barundi (UNEBA), Mouvement des Etudiants Progressistes Barundi (MEPROBA), la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (JRR), etc. Cette dernière était perçue comme un organe chargé de la sécurité intérieure du pays : « *l'UNEBA en se fusionnant avec la JRR a choisi de se comporter comme une milice au service du régime révolutionnaire de Micombero* » (Madirisha, 1967 : 18).

Jusque-là, les conflits au sein de la population ne manquaient pas mais la violence restait dissimulée. Elle sera très manifeste avec le multipartisme qui va beaucoup solliciter les jeunes. En effet, le Burundi va connaître de nouvelles organisations de jeunes s'inscrivant dans la logique de la violence et la confrontation. Pour certaines d'entre elles, même si l'engagement dans la guerre n'était pas le mot d'ordre explicite, leurs appellations cachaient mal l'attitude méfiante et la peur permanente vis-à-vis de l'autre. Ne sont-elles pas le produit de la crise avec ce que cela comporte comme production et manifestation de la violence ? Les

organisations de jeunes naissantes et surtout leurs comportements ne feront que confirmer les faits.

III. Le multipartisme ou le ferment de la violence chez les jeunes

III.1. Des identités partisans sur fond de violence

III.1.1. La Puissance d'Autodéfense (P.A) Amasekanya : construction d'une identité et mobilisation d'une force dissuasive

L'appellation de ce mouvement est assez explicite sur le contexte et les circonstances de sa création : *« Le mouvement d'autodéfense PA Amasekanya a été créé suite au génocide des tutsis déclenché en 1993... C'est un groupe de Burundais qui se sont mis ensemble pour essayer de voir comment résister contre ce génocide qui a été planifié, organisé, exécuté et même financé par le parti Sahwanya FRODEBU »* (PA, 2002). PA Amasekanya était présentée comme étant une organisation extrémiste tutsi issue du réseau UPRONA. Elle était surtout connue dans les milieux hutu et leurs proches pour s'être souvent opposée aux initiatives gouvernementales:

« Puissance d'Autodéfense (PA) Amasekanya, une organisation extrémiste tutsie, a déclaré rejeter l'Assemblée nationale de transition burundaise, affirmant qu'elle est dominée par des « responsables du génocide des tutsis » (News Agency).

Ces propos ne faisaient que raviver les clivages ethniques dont l'enjeu principal était la conservation du pouvoir pour les uns et la conquête de celui-ci pour les autres. Ainsi, certaines organisations naissantes y compris celles des jeunes ne faisaient que reproduire des identités ethniques fortement marquées ou perçues comme telles même au sein des partis politiques en cours de formation. Le mouvement PA offre un bel exemple d'une organisation dont la légitimité au sein de l'opinion restait controversée.

A travers ses déclarations et autres prises de position, on voit le mouvement PA Amasekanya en quête de reconnaissance et de légitimité : *« le mouvement PA Amasekanya est constitué de beaucoup de Burundi de toutes les ethnies et de toutes les régions du Burundi victimes du génocide..., un mouvement qui présente les voies qui mèneront à la paix au Burundi..., un mouvement qui demande d'être reconnu... »* (Rutamucero, 2001).

Elle était tout de même perçue comme étant proche de l'UPRONA et dans ce contexte de guerre idéologique et de méfiance entre les principales formations politiques (UPRONA et FRODEBU), qui n'était pas avec l'un était contre lui et donc avec l'autre. Dans ces conditions, PA Amasekanya était négativement perçue au niveau des forces engagées dans le combat contre le parti UPRONA et son pouvoir. En effet, cette Puissance d'Autodéfense était perçue comme étant engagée et dirigée contre les hutu accusés de génocide contre les tutsis. Cette suspicion était d'autant plus ressentie que le terme *Amasekanya* renvoie à la force et à la capacité de résistance. En effet, *amasekanya* désigne quelque chose de très dur, très solide, dur comme les pierres (Rodegem, 1970 : 405). C'est cette force qui faisait peur à ceux qui voulaient combattre ce mouvement en même temps qu'elle contribuait à son estime (Mauger, 2006 : 171-172) lui-même reconnaît :

« La force physique et les valeurs de virilité afférentes sont au principe de l'estime de soi et de la reconnaissance des autres : cette espèce de capital corporel est à la fois le moyen de se faire respecter et se faire un nom dans l'arène locale »¹.

La force physique de PA Amasekanya était aussi brandie notamment lors des marches sportives où on entendait les membres de ce mouvement chanter : « A qui appartenez-vous ? Nous appartenons à Major et Commandant, nous sommes des loups, nous sommes des léopards, nous allons vous manger »². Ce genre de chansons véhiculait une violence symbolique qui était vivement ressentie par ceux qui pensaient en être les cibles. Cette violence était exacerbée par l'évocation de ces grades militaires, ce qui laissait penser à un lien entre l'armée et certains mouvements qui se mettaient en place, en l'occurrence PA Amasekanya.

III.1.2. La Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (JRR) : un paternalisme convoité

Avec la crise d'octobre 1993, la JRR va elle-même être étiquetée ethniquement. Si elle avait exercé toute son influence sur la vie politique nationale sous le monopartisme, en l'absence de toute concurrence, les dissensions politiques des années 1993 l'ont exposée aux influences concurrentes des leaders du parti UPRONA lui-même divisé. Les membres de la JRR ont alors basculé dans une logique de violence comme pour s'accommoder de cette situation. Son élan sera brisé par les tentatives de certains responsables de l'UPRONA de constituer une force concurrente à cette organisation qu'ils considéraient comme leur propre produit mais qui commençait à leur résister. C'est dans ce contexte que se situe la tentative de création de la Jeunesse Responsable et Solidaire (JRS), de la Ligue Patriotique Burundaise (LIPABU) par les ténors du parti UPRONA. Ils devaient pour cela se servir des jeunes influents et qui étaient chargés de s'opposer à l'ancienne JRR. Seulement le contexte sociopolitique (signature de l'accord d'Arusha, la mise en place des institutions de transition, le processus de paix et de réconciliation) a été peu propice à la pérennisation de ces organisations concurrentes à la JRR qui ont disparu en veilleuse. La JRR se sera tout de même peu illustrée dans la violence contrairement à bien d'autres organisations qui sont nées avec l'intensification de la crise.

III.1.3. Les Sans Echechs/Sans Défaite : une responsabilité attribuée et parfois revendiquée

Les termes *sans échecs/sans défaite* renvoient à des bandes de jeunes parfois armées mises en place au Burundi avec la crise de 1993. En effet, dès 1994, le gouvernement en proie à une intense crise sociopolitique, se préoccupait de la question du rétablissement de la paix et de la sécurité. C'est dans ce contexte que la formation des différentes équipes gouvernementales tenait compte de l'équilibrage ethnique et politique. Parallèlement, quelques groupes se sont organisés en milices à base ethnique et ont entretenu la violence dès la fin de 1993. Ainsi, dans certaines localités de la capitale Bujumbura, les sans échecs/sans défaite ont été accusés d'avoir perturbé la sécurité à travers l'organisation des journées dites « ville morte »³. Pour

² Chansons entonnées par les membres de PA Amasekanya lors de leurs marches sportives. C'est nous qui traduisons ce qui était chanté en kirundi, la langue nationale.

³ Des journées au cours desquelles toutes les activités en ville de Bujumbura et ses environs étaient paralysées parce que toutes les voies de communication étaient bloquées.

certaines analystes, les abus de ces milices étaient attribués à une ethnie et à certains partis politiques :

« Les milices Sans Echechs/Sans Défaite et espèces apparentées, coupables de douzaines d'assassinats de hutu à Bujumbura sont les descendants directs des Jeunesse Rwagasore. « ...ces jeunes gens, le plus souvent sans armes, barrent les routes, arrêtent le trafic, parfois durant des jours, molestent, injurient, enlèvent des adversaires politiques,..... C'est ainsi que la vague d'enlèvements dont sont surtout victimes les hutus qui sévit maintenant à Bujumbura doit leur être attribuée » (Lemarchand, 2002 : 554)

Pour les opposants du régime militaire, ces milices étaient entretenues par le régime en place pour contrer toute tentative de changement.

Au-delà de ces accusations, il importe de constater qu'un climat de méfiance et de suspicion était installé et tendait à se généraliser entre les défenseurs de l'ordre en place et ceux qui s'inscrivaient dans la perspective du changement. Ainsi, comme par effet d'imitation, les organisations de jeunes perçues comme étant proches du parti UPRONA et de l'armée ont vu naître leurs frères ennemis regroupés au sein de la Génération Démocratique du Burundi (GEDEBU) pour le compte du parti FRODEBU.

Ces milices de jeunes affiliées aux partis politiques ont alors maintenu pendant un moment la capitale Bujumbura dans un climat de violence ayant conduit à la purification ethnique de certains quartiers de la capitale et quelques localités de la campagne. Les accusations portées à leur endroit étaient assez explicites :

« Tout au long de 1995 et 1996, les milices tutsi ont chassé un grand nombre de civils hutu de Bujumbura et d'autres zones urbaines et ont également vaincu des groupes armés de jeunes hutus, parfois avec l'aide de l'armée. Certains membres des forces armées burundaises ont formé des milices tutsi ou leur ont fourni des armes à feu, des munitions et des grenades..... » (Ntibantunganya, 1999 : 22).

A travers ces accusations, les sans Echechs/ Sans Défaite étaient rendus coupables et responsables de tous les actes violents commis avec la complicité réelle ou supposée du parti UPRONA et l'armée. Ces mouvements semblaient eux-mêmes revendiquer ces actes à travers leur dénomination qui était assez explicite sur leur efficacité dans le combat contre les opposants.

III.1.4. Les gardiens de la paix : un rôle contesté

Comme leur nom l'indique, les Gardiens de la paix ont été mis en place dans un contexte de guerre afin de faire participer certains jeunes au processus de rétablissement de la paix et de la sécurité. Leurs prestations ont été appréciées sur la base des préjugés et appréhensions caractéristiques du Burundi en proie à la guerre politico-ethnique. En effet, pour une certaine opinion, les Gardiens de la paix ont été créés par le Gouvernement comme une composante d'un programme d'« autodéfense civile »....⁴ ([http : // www.liberationafrique.org](http://www.liberationafrique.org), 2001). Alors que certains d'entre eux se sont volontairement engagés, d'autres ont été contraints à rejoindre les rangs des Gardiens de la paix, d'autres encore se sont engagés par crainte d'être accusés d'appartenir à un groupe politique armé d'opposition. Parmi les premières recrues, beaucoup étaient d'anciens enfants soldats qui avaient abandonné les groupes politiques

armés. Les personnes enrôlées étaient insuffisamment formées et ne recevaient aucune solde : *« Dans de nombreux cas, les autorités ont exigé des participants qu'ils servent, contre leur gré, comme gardiens ou comme membres de patrouilles similaires, dans les villes même s'il n'existait pas de processus légal de conscription pour un tel engagement. Ces participants ne reçoivent aucun salaire et généralement, ils ignorent la durée de l'engagement qu'on exige d'eux. Ils ne reçoivent aucun uniforme ni autres marques distinctives. Quels que soient les pouvoirs qu'ils exercent, ceux-ci ne sont pas formellement établis, ni publiquement connus de leurs concitoyens »*(HumanRightswatch, 2001).

Cette situation plaçait les Gardiens de la paix dans une position statutaire assez ambivalente et inconfortable. D'une part en effet, leur rôle était vivement contesté par les défenseurs des droits de l'homme qui dénonçaient leurs abus. D'autre part, ils n'étaient ni intégrés totalement dans l'armée régulière aux côtés de laquelle ils opéraient, ni reconnus par la population civile de laquelle ils prétendaient voler au secours. La question des gardiens de la paix était complexe même aux yeux des responsables politiques et militaires : *« ils ne sont ni des miliciens ni des organisations paramilitaires comme certaines sensibilités politiques ethniques s'évertuent à le faire croire, mais seulement une formule initiée pour faire contribuer la population burundaise à sa propre sécurité. Ce ne sont ni des militaires ni des miliciens. Si les milices font partie des problèmes, les gardiens de la paix font partie de la solution »*⁵, *« les gardiens de la paix constituent une police de proximité qui travaillent sur des contrats locaux »*⁶.

Au-delà des polémiques sur leur place et les intentions qui leur sont prêtées, il est intéressant de voir les Gardiens de la Paix en action. Ces derniers dépendaient officiellement du ministère burundais de l'Intérieur et assuraient diverses tâches allant de la communication des renseignements et de la surveillance des routes à la « protection » nocturne des villages. Ils prenaient également part aux opérations militaires. Il semblerait aussi que le phénomène des enfants soldats soit lié à la mise en place des Gardiens de la paix au Burundi. En effet, Ces derniers étaient recrutés parmi les anciens enfants soldats. Dans un rapport intitulé : « Enfant soldat : un défi à lever pour le Burundi », les autorités burundaises ont reconnu que les forces de sécurité recouraient à des enfants pour recueillir des informations ou accomplir des tâches domestiques. Elles ont aussi admis que certains membres des Gardiens de la paix avaient été des enfants soldats au service de l'opposition.

Analysant les circonstances de la mise en place des Gardiens de la paix, HumanRights Watch note ceci :

« En cherchant à masquer la nature officielle de leurs programmes, les autorités burundaises ont prêché l'idéologie de l'« autodéfense ». Prétendant que l'Etat n'avait pas les moyens de protéger ses citoyens, les autorités ont invité les gens (tutsi) à assurer leur propre défense. Une telle invitation ne peut qu'accroître les peurs déjà existantes dans une situation de graves tensions ethniques, conduisant chaque groupe à croire qu'il a le droit-peut-être même le devoir- de protéger ses propres intérêts. Des hommes politiques ou des officiers de l'armée cherchant à mettre en avant leurs propres objectifs personnels ou ethniques pourraient tenter d'exploiter l'impulsion de l'« autodéfense ». C'est une milice paramilitaire armée, entraînée

⁵ Le colonel Nzabampema A., Porte parole de l'armée burundaise, à l'occasion du Séminaire inaugural de la campagne d'explication de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, mars 2002

⁶ Le député F. Ngeze, idem

par l'armée qui se livre à de nombreuses tueries, viols et pillages. Ils font partie du programme d'autodéfense sponsorisé par le gouvernement burundais... » (AGnews, 2002).

Au regard de ces allégations, l'on peut se poser la question de savoir si les gardiens de la paix et les enfants soldats étaient tous contraints à adhérer à ces mouvements ou s'il y en avait qui s'engageaient volontairement. Ici, les conditions de vie dans leur milieu d'origine constituent le facteur déterminant de l'engagement. En effet, des enfants pouvaient rejoindre des groupes combattants parce que leurs conditions d'existence ne leur offraient aucune autre alternative viable ou aucune autre source de survie. Dans tous les cas les témoignages recueillis prouvent que les conditions de travail étaient trop dures pour ces combattants non attirés :

« J'étais un enfant qui devait faire des exercices d'hommes. Ils me frappaient quand je n'y arrivais pas. Je n'atteignais même pas la barre.... Je ne voulais pas faire ce que j'ai fait mais je l'ai fait parce que j'avais peur »⁷.

A travers ce qui précède, on voit que des enfants étaient engagés dans les groupes armés alors qu'ils n'avaient pas encore l'âge requis ni la force psychologique ou physique nécessaire. Et si l'engagement des jeunes et des enfants dans l'armée a été souvent évoqué avec un ton très accusateur par les défenseurs des droits de l'homme, leur mise à contribution était une réalité dans tous les groupes combattants au Burundi. En témoignent les cas de désertion des établissements scolaires par des jeunes qui allaient rejoindre les rangs de la rébellion. Leur mobilisation obéit à cette logique : *« Il est un lieu où la jeunesse est toujours grande : le champ de bataille. Aujourd'hui comme toujours, les sociétés sont nombreuses à envoyer leurs enfants (parfois très jeunes) se battre pour la défense de la patrie ou se mettre au service de quelque idéologie meurtrière » (Fize, 2006 :111).*

Dans ce contexte, le recrutement de ces enfants était motivé par le désir d'accroître les effectifs des combattants et par conséquent leur influence politique au sein des institutions du gouvernement de transition.

Jusque-là toutes ces organisations de jeunes avec leur participation dans les manifestations de la violence pouvaient se justifier par la crise qui sévissait dans le pays. Curieusement, même avec la remise en place des institutions, les partis politiques, dont le nombre ne faisait que croître, ont beaucoup misé sur la formation ou la manipulation idéologique des jeunes. Ce processus a conduit à la constitution, pour chaque parti politique agréé, d'une ligue de jeunes lui affiliée avec pour mission principale de combattre toute idéologie concurrente.

III.2. Nouvelles organisations de jeunes comme vecteurs de violence

La création d'un mouvement de jeunes affiliés à un parti politique peut être vue comme la volonté de transmettre son idéologie au sein des générations montantes et ainsi pérenniser son action. Cette logique peut être contredite par le basculement dans la violence comme cela s'est observé sur la scène politique burundaise. En effet, certaines organisations de jeunes affiliées aux partis politiques ont servi de courroies de transmission de la violence plus ou moins intense selon les contextes. Ici, les périodes de campagne électorale et les crises de changement de régime sont les plus propices à ces manifestations violentes. Ainsi, la JRR qui avait toujours œuvré pour le compte du parti UPRONA va être concurrencée par de nouvelles organisations de jeunes issues de nouvelles formations politiques.

⁷ Témoignage de J.N. R., Enfant soldat qui s'est engagé dans l'armée à 15 ans en 1998.

III.2.1. La Génération Démocratique du Burundi (GEDEBU)

La GEDEBU a été fondée par le parti FRODEBU au lendemain de sa victoire aux élections présidentielle et législative de juin 1993. Dès sa création, cette organisation s'est vue confier la mission qu'avait reçue la JRR de la part de l'UPRONA à l'époque du monopartisme. En effet, avec le multipartisme, la solidarité apparente ou réelle qui avait caractérisé la jeunesse burundaise vole en éclats au profit des acteurs politiques influents. Toutes les formations politiques naissantes avaient alors leurs yeux braqués sur la jeunesse qui composait la majeure partie de la population burundaise. Ainsi, pour contrer toute autre influence auprès des jeunes, le FRODEBU a décidé de créer un mouvement parallèle à la JRR. Les débuts de ce mouvement n'ont pas été faciles car il a été obligé de travailler dans la clandestinité : *« ce n'est qu'à partir de la victoire du parti FRODEBU que la GEDEBU va émerger et être renforcée par le nouveau régime. La majorité de la jeunesse surtout de l'ethnie hutu va quitter la JRR pour embrasser ce nouveau mouvement où ils espèrent faire leur carrière politique et entrer dans l'armée et la gendarmerie »* (Le Renouveau Quotidien du Burundi, 1993 : 2)

Ainsi naissait une organisation de jeunesse affiliée au parti politique vainqueur des élections mais sur fond de rancœur et de frustration. La cohabitation avec d'autres organisations de jeunes -et surtout avec la JRR- allait être marquée par le contexte de leur création. La GEDEBU était alors considérée comme la pépinière politique de la démocratie et du FRODEBU. Elle devait assurer, à l'instar de la JRR, la sécurité des institutions et du parti auquel elle était affiliée. Seulement, il était difficile de vouloir transposer les logiques du monopartisme sur le multipartisme censé faire la part belle à la divergence d'opinion et à la pluralité d'acteurs. En effet, la démocratie s'identifie dès lors si fortement avec l'exercice de la parole que, lorsque celui-ci recule ou est entravé, c'est la démocratie qui est menacée comme système politique (Breton, 2000 : 36). Ainsi, la GEDEBU a été qualifiée de milice du parti FRODEBU comme l'avait été la JRR pour le parti UPRONA. Ici, le point de vue du premier ministre du premier gouvernement du parti FRODEBU est assez révélateur de la place qu'avait la GEDEBU dans cette nouvelle dynamique politique : *« la GEDEBU est comparable à l'UFB, à la JRR, à l'UTB. On ne peut l'associer aux jeunes qui s'adonnent au banditisme(...), la JRR et la GEDEBU, ce sont des mouvements affiliés aux partis politiques »* (Le Renouveau quotidien du Burundi, 2002 : 2). Une fois de plus, on voit une réaction d'autojustification de la part des autorités du nouveau régime qui prétend tout expliquer par référence au parti unique UPRONA alors que le système politique a changé. Ainsi, à l'avènement du multipartisme, les jeunes menaient leurs activités politiques autour de deux grands mouvements, la JRR et la GEDEBU respectivement affiliées à l'UPRONA et au FRODEBU. Alors que du temps du parti unique la jeunesse était presque exclusivement au service de la seule UPRONA, avec le multipartisme les jeunes vont être sollicités par plusieurs partis politiques. On notera aussi l'engagement des jeunes dans la Solidarité des Jeunes pour la Défense des Minorités (SOJEDEM en sigle), ceux du mouvement Intagoheka, les Sans Echec, les Sans Défaite, etc. dont les actes ne faisaient qu'alimenter les dissensions ethniques. L'appartenance ethnique a alors été fortement maniée par différents acteurs politiques en compétition pour le pouvoir et les jeunes étaient constamment sollicités. Ces

faits sont corroborés par l'engagement de plusieurs jeunes dans des mouvements tels que GEDEBU, Sans Echec, Sans défaite, Imbonerakure, IvyumaVy'indege, Imurikizi, Intebutsi, etc. pour le compte de différentes formations politiques en quête de légitimité et d'influence auprès de la population en général et des jeunes en particulier. Toutes ces organisations véhiculaient une violence plus ou moins manifeste dont l'enjeu était la conquête et l'exercice du pouvoir.

III.2.2. La ligue des jeunes *Imbonerakure*

Ce mouvement est le produit du Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Force de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), parti politique au pouvoir au Burundi depuis 2005. La création de cette ligue s'inscrit dans la stratégie mise en œuvre par chaque parti de se constituer un mouvement ou une organisation de jeunes dévouée et gagnée à sa cause. Le parti CNDD-FDD a alors cherché à contrer ou réduire l'influence des partis concurrents en s'attaquant à leurs organisations. Dans cette perspective, la ligue des jeunes *Imbonerakure* devrait déployer beaucoup d'efforts pour faire face aux nombreux mouvements de jeunes affiliés à d'autres partis. C'est ainsi qu'en 2005-2006, les *Imbonerakure* ont usé de tous les moyens pour récupérer des membres du FNL, du FRODEBU, de l'UPRONA, du MSD, et de l'UPD-Zigamibanga. Cette chasse organisée contre les jeunes des autres partis politiques ne pouvait se faire sans violence : « *Des groupes de jeunes militants du CNDD-FDD les Imbonerakure ont fait leur apparition. Outre la pratique du sport au caractère martial très affirmé, ils ont menacé souvent les membres des autres partis politiques en disant par exemple : nous allons vous ligoter et vous abattre* » (Union européenne, 2010 : 9).

Si certaines organisations ou mouvements de jeunes affiliés aux partis politiques ont connu une disparition en veilleuse sous l'influence grandissante de la Ligue *Imbonerakure*, on se souviendra pour longtemps de leur participation active dans les combats violents des périodes électorales de 2005, 2010, 2015 et 2020 aussi bien en milieu urbain que rural.

Au regard de ces conflits sociopolitiques où les jeunes ont pris une part active, il convient de s'interroger sur les raisons qui les poussent à s'impliquer et à s'engager dans la violence.

III.2.3. Les jeunes et les circuits de violence politique

Si les jeunes ont pris une part active dans la violence qui a secoué à maintes reprises le Burundi, ils y ont peut-être été entraînés par des adultes avides du pouvoir à l'influence desquels ces jeunes n'ont pas pu résister. A ce sujet, les témoignages des jeunes qui ont versé dans les violences de 1993 sont assez révélateurs :

« *La veille ou deux jours avant le déclenchement d'une « ville morte », certains leaders des partis politiques de l'opposition nous retrouvaient dans des ligalas où nous aimions nous retrouver. Et de là, nous recevions des instructions. C'est-à-dire qu'il fallait se lever très tôt le lendemain, vers 4h30-5h00 pour faire exploser des grenades dans les terrains de football ou autres terrains vagues. On tirait également des rafales de fusils automatiques. Des barrages étaient dressés pour empêcher les voitures des particuliers ou de transport d'entrer ou de sortir de la zone. Après 10h00, on allait prendre de la bière avec de l'argent qu'on*

avait reçu »⁸. La consommation de la drogue par les jeunes les a aussi disposés à commettre la violence pour laquelle ils étaient fréquemment sollicités :

*« Pour moi, ce qui a poussé les jeunes à adhérer dans ces mouvements, c'est que d'abord les jeunes n'exerçaient aucun métier, donc ils voulaient avoir de l'argent que les politiciens donnaient. Mais aussi la plupart d'entre eux prenaient de la drogue »*⁹. Le tempérament des jeunes a aussi contribué à leur engagement dans la violence : *« Les jeunes sont des êtres humains, je dirais très chauds se croyant capables de tout faire et qui suivent toujours leurs aînés sans comprendre ce qui se passe »*¹⁰.

Ainsi, on constate que les actes violents commis par les jeunes ne relèvent pas de leurs propres initiatives et ceux qui les y incitent parviennent à dissimuler leur responsabilité. En effet, la violence des jeunes permet aux adultes de rendre discrète leur propre violence (Huerre, 2012 : 12). Certains hommes politiques revendiquaient même l'organisation des opérations violentes lors des journées dites « ville morte » au cours desquelles certains jeunes déployaient toute leur énergie : *« ...je reconnais avoir été dans l'organisation d'une opération « ville morte » dont le premier responsable, présidant à son organisation était feu Mayugi, président du parti UPRONA à ce moment-là. Il avait un adjoint qui, en fait, était le véritable penseur, comme d'ailleurs dans ce même parti, il s'appelle JB Manwangari. Toutes les commissions techniques étaient présidées par des Upronistes comme l'ancien premier ministre Antoine Nduwayo que nous n'avons plus revu le jour de l'opération... »*¹¹. On voit par là que les opérations « ville morte » étaient conçues et organisées par des hommes politiques assez influents dont l'appel était facilement entendu par les jeunes. Il faut reconnaître aussi que le sentiment ethnique était fortement mobilisé et contribuait à polariser les conflits : *« les jeunes « sans échecs » et « sans défaite » étaient des jeunes tutsi à la solde de quelques hommes politiques hostiles au pouvoir du FRODEBU »* (Nkunzimana, 2013 : 38), *« ...Enfin, toute cette jeunesse (hutu et tutsi) était transformée en vraie fauve qui n'hésitait pas à ôter la vie à un homme pour la seule raison qu'il n'était pas de son ethnie »* (Niyongabo, 1998 : 56).

Si l'affiliation des jeunes aux partis politiques n'est pas mauvaise en soi, il est déplorable qu'elle aboutisse souvent à leur engagement dans la violence. En effet, selon les témoignages de ces jeunes, la mise en place de ces mouvements est dictée par le contexte de guerre et de combat politique pour appuyer l'action des partis politiques, faire pression et menacer les concurrents¹², pour soutenir les partis politiques physiquement et idéologiquement¹³, pour avoir des jeunes adhérents¹⁴, pour terroriser les jeunes des autres partis, les tuer ou les maltraiter¹⁵, pour mobiliser de gré ou de force la population¹⁶, etc. Les propos de ces jeunes sont assez illustratifs du contexte de leur création et des objectifs poursuivis. Ils sont aussi davantage révélateurs des liens que ces organisations entretiennent avec les groupes armés :

⁸ Témoignage d'un jeune déscolarisé, 28 ans, Ngagara

⁹ Témoignage d'un jeune universitaire, 23 ans, Nyakabiga

¹⁰ Témoignage d'un jeune élève, 19 ans, Kamenge

¹¹ Entretien de J. NZEYIMANA avec la rédaction de l'ARIB. Il faut noter que ces personnalités qui sont citées avaient exercé de hautes responsabilités dans le pays et étaient restées influentes au sein de l'opinion.

¹² Un jeune élève, UPRONA, 26 ans

¹³ Un jeune étudiant, UPRONA, 28 ans,

¹⁴ Un jeune élève, CNDD-FDD, 24 ans,

¹⁵ Un jeune étudiant, MSD, 26 ans

¹⁶ Un jeune étudiant, MSD, 24 ans,

ils recrutent les combattants dans ces associations¹⁷, nul n'ignore que souvent les *Imbonerakure* veillent la nuit avec des armes¹⁸, les jeunes affiliés aux partis politiques collaborent avec les services de renseignement qui les utilisent pour tuer leurs opposants politiques¹⁹, certains membres font partie des mouvements armés ou sont armés pour intervenir en cas de besoin²⁰, ces organisations ont des liens avec les groupes armés parce que certains membres ont été des combattants de ces mouvements rebelles mais après ils ont été démobilisés²¹, les *Ivyumavy'indege* travaillent avec les groupes de bandits parce que la plupart ont été démobilisés. Ils sont alors de mèche avec les groupes armés qu'ils peuvent même aider pour rançonner la population²². A y regarder de près, les témoignages de ces jeunes constituent à la fois un aveu et une mise en accusation qui confirment leur implication dans les circuits violence. Ces jeunes affirment en effet qu'ils peuvent être utilisés comme des milices en cas de désaccord entre les partis²³.

Ces logiques constructives de la violence transparaissent aussi dans les nouvelles formes d'affiliations partisans et les noms qui leur sont attribuées.

III.2.4. Nouvelles formes d'affiliation partisane : des appellations significativement chargées

Si certaines organisations de jeunes semblent relever du passé, il est aisé de constater que la même logique d'affiliation partisane s'observe même aujourd'hui avec des appellations suffisamment chargées de sens. En effet, depuis que le parti CNDD-FDD a gagné les élections, le mouvement de ses jeunes *Imbonerakure* a toujours suscité des inquiétudes et des plaintes de la part de ceux qui se réclamaient d'une autre idéologie. Le terme peut être traduit en français par « ceux qui voient de loin ». Cette appellation renvoie à une vigilance affirmée et véhicule une attitude dissuasive pour toute initiative concurrente. En effet, « voir de loin », signifie implicitement être capable de voir et de comprendre de loin ce qui est en train d'être fait ; l'idée sous-jacente étant que l'adversaire doit comprendre qu'elle a affaire à un concurrent de taille. On se rappelle par exemple des slogans *Ziryezose* (Mangez-les tous), *Shirira* (Soyez brûlants), etc. qui appelaient tous les militants du CNDD-FDD à plus d'engagement pour la cause de leur parti. Le mouvement de jeunes *Imbonerakure* a alors été accusé par l'opposition d'afficher des attitudes guerrières et des comportements inquiétants pour toute la population au moment même où le parti au pouvoir était perçu comme étant complice. Cette mise en accusation de la ligue des jeunes *Imbonerakure* et le parti CNDD-FDD n'empêchait pas cependant les autres partis d'entretenir des mouvements de jeunes probablement pour préparer la contre-attaque en cas de besoin. En effet, le parti Union pour la paix et le Développement UPD-Zigamibanga entretient ses *Imurikizi* (Eclaireurs). *ZigamaIbanga* signifie « garder le secret ». Ainsi, les jeunes *Imurikizi* ou les Eclaireurs seraient des jeunes militants de l'UPD capables d'éclairer les autres sur ce qui est seulement connu par les membres de leur parti. Si le terme *Imurikizi* ne renvoie pas directement à quelque chose de violent, il cache mal ce rôle d'avant-garde fièrement évoqué et

¹⁷ Un jeune élève, CNDD-FDD, 19 ans,

¹⁸ Un jeune élève, UPRONA, 26 ans,

¹⁹ Un jeune étudiant, MSD, 26 ans

²⁰ Un jeune élève, CNDD-FDD, 24 ans,

²¹ Un jeune élève, FNL, 29 ans,

²² Un jeune élève, CNDD-FDD, 24 ans,

²³ Un jeune étudiant, CNDD-FDD, 27 ans,

instrumentalisé. L'on sait aussi que dans le domaine militaire, l'éclaireur est ce soldat que l'on envoie explorer le terrain avant le passage des troupes ou l'attaque du camp ennemi. Ce mouvement a souvent pris part aux affrontements avec les jeunes *Imbonerakure* dans cette recherche d'influence auprès des responsables politiques rivaux qui, au départ, militaient au sein du même parti CNDD-FDD pour la plupart.

Le parti Front National de Libération (FNL) entretient lui aussi un mouvement de jeunes dénommé *Ivyumavy'Indege*, ce que l'on peut traduire littéralement par « les pièces de l'avion ». Cette appellation insinue la force dissuasive dont est doté ce mouvement qui était souvent aux prises avec les *Imbonerakure* dans plusieurs localités du Burundi.

A son tour, le parti Sahwanya FRODEBU, comme pour se mettre à jour, forme ses *Intakangwa* /« ceux qui ne peuvent pas avoir peur ». Si l'ancien mouvement des jeunes de ce parti *Les GEDEBU*, fondait son idéologie sur son orientation démocratique, le terme « Intakangwa » renvoie à un sentiment de détermination, à une attitude de résistance et de dissuasion face à toute force concurrente ou rivale. Ces différentes appellations véhiculent une violence symbolique et parfois réelle légitimée par le parti d'affiliation mais qui est dénoncée par ses rivaux. Ainsi, on se trouve dans un processus de construction-légitimation de la violence par acteurs politiques interposés.

Conclusion

Le présent article se proposait d'analyser la production de la violence chez les jeunes au Burundi. L'étude de ce thème a couvert une période importante tant en termes de durée qu'en termes d'événements qui la traversent. L'analyse a alors permis de constater que la violence au Burundi est le fait de divers acteurs politiques intéressés qui instrumentalisent des organisations de jeunes affiliées à leurs partis politiques et qui sont créées à cette fin. Ainsi la violence dans laquelle ces acteurs engagent les jeunes apparaît comme une stratégie d'action dans la poursuite de leurs intérêts et dans leur combat pour le contrôle et la conservation des positions de pouvoir politique. L'engagement dans la violence est échangé contre d'octroi ou la promesse d'avantages qui tentent des jeunes en situation de précarité et de dépendance matérielle.

Au terme de cette analyse, on peut se permettre de dire que la production de la violence au Burundi est constamment alimentée par un réseau ininterrompu d'acteurs qui implique la mise à contribution des jeunes. En effet, les anciens enfants-soldats, des jeunes qui ont servi dans des conflits armés, des organisations affiliées à certains partis politiques influents, etc. constituent des combattants potentiels qui peuvent être enrôlés et mobilisés chaque fois que de besoin.

Dans ces conditions, une intense activité de socialisation des jeunes et d'éducation à la paix s'impose qui implique diverses institutions (les pouvoirs publics, les communautés, les partis politiques, les confessions religieuses, etc.). Sans cela, la violence ne pourra que se transmettre de génération en génération et être exportée même au-delà des frontières nationales.

Références bibliographiques

- Braud P., 2004, *Les violences politiques*, Paris, LGD.
- Braud P., 2002, *Sociologie politique*, 6^{ème} édition, Paris, LGDP
- Breton P., 2000, *La parole manipulée*, Paris, La Découverte

- Bourdieu P., 1984, *Questions de sociologie*, Les Editions de Minuit
- Crettiez X., 2008, *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte
- Deffarges T., 2003, « Sur la nature et les causes du terrorisme. Une revue de la littérature économique » Dans *Revue Tiers Monde* 2003/2 (n°174), pp. 369-392
- Fize M., 2006, *Le livre noir de la jeunesse*, Presses de la Renaissance
- Hermant D & Bigo D, 1988, « La relation terroriste », *Etudes polémologiques*, n° 47, 3/1988
- Hoffman B et Hoffman D.K., 1996, The RAND-St Andrews Chronology of international terrorism, Taylor & Francis Group7 (4), 178-229
- Huerre P., 2002, *Ni anges, ni sauvages. Les jeunes et la violence*, Les Editions Anne Carrière
- HumanRights Watch, 2001, *Protéger le peuple : programme gouvernemental d'autodéfense au Burundi*
- Lemarchand R., 2002, « Le génocide de 1972 au Burundi. Les silences de l'histoire », in *Cahiers d'Etudes Africaines* 2002/3-167, Editions de l'EHESS
- Madirisha J., 1967, « La JRR devient une milice républicaine », In *Remarques Africaines* n° 290 du 18 mai 1967
- Michaud Y., « Définir la violence », in *Les cahiers dynamiques* 2014/2 (n° 60), pp 30-36
- Michaud Y., 2002, *Changement dans la violence. Essai sur la bienveillance universelle et la peur*, Paris, Odile Jacob.
- Mauger G., 2006, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Etude de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires 1975-2005*, Editions Belin
- NAY O., 2008, (sous la dir.de), *Lexique de Science Politique. Vie et institutions politiques*, Dalloz
- NIYONGABO D. 1998, *Le comportement et le rôle de la jeunesse burundaise dans la crise d'octobre 1993*, Université du Burundi, Mémoire de Licence
- Nkunuzimana R., 2013, *Affiliation partisane des jeunes au Burundi (1960-2010)*, Université du Burundi, Mémoire de Licence,
- Ntibantunganya S., 1999, Une démocratie pour tous les Burundais. La guerre « ethno »-civile s'installe 1993-1997, vol 2, L'harmattan
- Nzeyimana L., 2013, *L'instrumentalisation des jeunes affiliés aux partis politiques pendant la campagne électorale au Burundi : cas des Imbonerakure et IvyumaVy'indege aux élections communales de 2010 en commune de Kinama*, Université du Burundi, Mémoire de Licence
- Rodegem F.M., 1970, *Dictionnaire rundi-français*, Tervuren,
- Salmona M., 2008, « La mémoire traumatique », in *L'aide-mémoire en Psychotraumatologie*, Paris, Dunod,
- UNESCO, 1984, « La jeunesse, mode de vie, travail et emploi ». Tendances de la recherche, in *Revue Internationale des Sciences sociales*
- Union européenne, 2010, Mission d'observation électorale, Rapport final des élections communales, présidentielles, législatives, sénatoriales et collinaires